

**Délibération du Conseil Municipal N° 2023-058**

En exercice : 22

Présents et représentés : 22

Absents excusés : 7

Absent : 0

Date de la convocation : 24 juin 2023

L'an deux mil vingt-trois, et le neuf juin à vingt heure trente, le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à Sablons sur Huisne, sous la présidence de : Madame RADENAC

Présents : M. Mmes Radenac, Bermond, Chartier, Chavigny, Chevalier, Denis, Fetiveau, Girard-Praet, Mesnil, Rigot, Sénéchal, Simon, Vannier, Vassard

Absents représentés : Mme Bertu pouvoir à Mme Radenac, Mme David pouvoir à M. Chartier, Mme Céréjo pouvoir à Mme Chavigny, M. Joubert pouvoir à Mme Simon, M. Lefrançois pouvoir à M. Mesnil, Mme Rousseau pouvoir à M. Sénéchal, Mme De Caffarelli pouvoir à Mme Vannier.

Absent : néant

Secrétaire de séance : Sandrine SIMON

**Objet : Adhésion au contrat groupe assurance du personnel**

**Mme le Maire rappelle :**

- que la commune de Sablons sur Huisne a, par la délibération du **13 janvier 2023** a donné mandat au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Orne pour négocier un contrat d'assurance statutaire garantissant les prestations qui leur incombent vis-à-vis de leurs agents, en cas de décès, d'accident du travail, de maladies professionnelles, d'incapacité temporaire de travail, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents, en application de l'article 26 de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et du Décret n° 86-552 du 14 mars 1986;

**Mme Le Maire expose :**

- que le Centre de gestion a par la suite communiqué à la commune de Sablons sur Huisne les résultats de la consultation ;

**Le Conseil municipal après en avoir délibéré :**

*Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 ;*

*Vu le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;*

**DÉCIDE**

**Article 1 :** D'accepter la proposition suivante : **RELYENS courtier, gestionnaire du contrat groupe et CNP assureur**

- ⇒ **Contrat ayant pour objet d'assurer les agents affiliés à la CNRACL.**

**Le contrat est géré sous le régime de la capitalisation.**

**Les conditions d'assurance sont les suivantes :**

➤ **Date d'effet de l'adhésion : 1<sup>er</sup> juillet 2023 pour les collectivités adhérentes au contrat WTW finissant le 30 juin 2023**

➤ **Date d'échéance : 31 décembre 2026**

(possibilité de résilier à l'échéance du 1er janvier, avec un préavis de 6 mois)

➤ **Niveau de garantie : prise en charge à 90% en cas de :**

- **Décès**
- **CITIS** (Accident ou Maladie imputable au service y compris temps partiel thérapeutique) **avec franchise de 10 jours fermes par arrêt**
- **Longue maladie, Longue durée** (y compris temps partiel thérapeutique) sans franchise
- **Maternité, Paternité et Accueil de l'Enfant, Adoption** sans franchise
- **Maladie ordinaire avec franchise de 15 jours fermes par arrêt,**
- **Temps partiel thérapeutique** sans franchise
- **Disponibilité d'office** sans franchise,
- **Invalidité temporaire** sans franchise,

➤ **Taux de cotisation 6,08 %**

➤ **La base de l'assurance est constituée de l'indemnité journalière brut soumise à retenue pour**

*pension et des composantes additionnelles retenues suivantes :*

- Nouvelle bonification indiciaire (NBI),
- Supplément familial (SFT),
- Primes mensuelles fixes ou indemnités mensuelles fixes autres que celles ayant le caractère de remboursement de frais,
- Tout ou partie des charges patronales.

➔ **Contrat ayant pour objet d'assurer les agents affiliés à l'IRCANTEC.**

**Le contrat est géré sous le régime de la capitalisation.**

**Les conditions d'assurance sont les suivantes :**

➤ **Date d'effet de l'adhésion : 1<sup>er</sup> juillet 2023 pour les collectivités adhérentes au contrat WTW finissant le 30 juin 2023**

➤ **Date d'échéance : 31 décembre 2026**

*(possibilité de résilier à l'échéance du 1er janvier, avec un préavis de 6 mois)*

➤ **Niveau de garantie :**

- **Accident ou Maladie imputable au service**
- **Maladie ordinaire, franchise de 10 jours fermes par arrêt**
- **Maladie grave, maternité, paternité et accueil de l'enfant, adoption, accident non professionnel**

➤ **Taux de cotisation : 1,15 %**

➤ **La base de l'assurance est constituée du traitement indiciaire brut soumis à retenue pour pension et des composantes additionnelles retenues suivantes :**

- Nouvelle bonification indiciaire (NBI) (uniquement pour les agents titulaires Ircantec),
- Supplément familial (SFT),
- primes mensuelles fixes ou indemnités mensuelles fixes autres que celles ayant le caractère de remboursement de frais,
- tout ou partie des charges patronales.

➔ **Le Centre de gestion de l'Orne, établissement public indépendant de l'assureur, prend en charge la gestion du contrat groupe assurance statutaire dont la mission se décompose comme suit :**

- *Aide à la constitution des dossiers de demande d'indemnisation (vérification des pièces justificatives, relance pour obtenir les pièces manquantes...),*
- *Traitement des prestations,*
- *Conseil pour la gestion des services associés (expertises, contre-visites, recours contre tiers responsable, accompagnement psychologique, prévention...).*

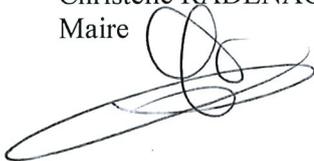
*La contrepartie de ces prestations donnera lieu à un versement additionnel de 0.25 % de la masse salariale totale déclarée (et composantes additionnelles éventuellement retenues) des agents couverts par l'assurance statutaire.*

*Les relations entre la collectivité/établissement et le Centre de gestion seront formalisées par une convention de gestion. Cette convention restera en vigueur tant que la collectivité sera adhérente au contrat groupe d'assurance statutaire.*

**Article 2 : le Conseil municipal autorise le Maire ou son représentant à adhérer au présent contrat groupe assurance statutaire couvrant les risques financiers liés aux agents, fonctionnaires ou non titulaires souscrit par le CDG 61 pour le compte des collectivités et établissements de l'Orne, à prendre et à signer les conventions en résultant et tout acte y afférent.**

**Article 3 : le Conseil municipal autorise le Maire à signer la convention de gestion du contrat groupe assurance statutaire avec le Centre de gestion de l'orne.**

Christelle RADENAC,  
Maire



Sandrine SIMON  
Secrétaire de séance



Transmis à la Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture  
061-200053965-20230629-D2023-058-DE  
Date de télétransmission : 01/07/2023  
Date de réception préfecture : 01/07/2023

**Délibération du Conseil Municipal N° 2023-059**

En exercice : 22

Présents et représentés : 22

Absents excusés : 7

Absent : 0

Date de la convocation : 24 juin 2023

L'an deux mil vingt-trois, et le vingt-neuf juin à vingt heure, le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à Sablons sur Huisne, sous la présidence de : Madame RADENAC

Présents : M. Mmes Radenac, Bermond, Chartier, Chavigny, Chevalier, Denis, Fetiveau, Girard-Praet, Mesnil, Rigot, Sénéchal, Simon, Vannier, Vassard

Absents représentés : Mme Bertu pouvoir à Mme Radenac, Mme David pouvoir à M. Chartier, Mme Céréjo pouvoir à Mme Chavigny, M. Joubert pouvoir à Mme Simon, M. Lefrançois pouvoir à M. Mesnil, Mme Rousseau pouvoir à M. Sénéchal, Mme De Caffarelli pouvoir à Mme Vannier.

Absent : néant

Secrétaire de séance : Sandrine SIMON

**Objet : Adhésion contrat groupe MNT – Mutuelle Santé**

**Mutuelle Santé**

**Le Maire rappelle à l'assemblée :**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des assurances, de la mutualité et de la sécurité sociale,

Vu le code général de la fonction publique, notamment les articles L.827-1 à L.827-11,

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents,

Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de PSC et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement

Vu la délibération du Centre de gestion n°2022/35 en date du 28 septembre 2022 portant choix des prestataires retenus pour la conclusion des conventions de participation pour les risques « santé » et « prévoyance »,

Vu la convention de participation signée entre le Centre de gestion 61 et la MNT-MGEN,

En attente de l'avis du comité social territorial

*Conformément aux dispositions des articles L.827-7 et L.827-8 du code général de la fonction publique, les Conseils d'Administration des Centres de Gestion de la FPT des départements du Calvados (14), de l'Orne (61) et de la Seine-Maritime (76) ont décidé de s'associer pour mettre en place des conventions de participation mutualisées dans le domaine de la protection sociale complémentaire, pour les agents des collectivités affiliées et non affiliées du ressort de chaque Centre de Gestion, à compter du 1er janvier 2023, pour une durée de 6 ans.*

*A l'issue de la procédure de consultation, le CdG de l'Orne a souscrit une convention de participation pour le risque « Prévoyance » auprès de la Mutuelle Nationale Territoriale (MNT) pour une durée de six (6) ans. Cette convention prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2023, pour se terminer le 31 décembre 2028.*

*Les collectivités territoriales et établissements publics peuvent désormais adhérer à la convention de participation sur délibération de leur assemblée délibérante, après consultation de leur Comité Social Territorial.*

**Caractéristiques contrat-groupe « santé »**

*Trois formules sont proposées au choix des agents, avec des garanties supérieures à celles prévues par le panier de soins défini à l'article L911-7 du code de la sécurité sociale, à savoir :*

- Niveau 1 - De base
- Niveau 2 - Confort
- Niveau 3 - Renforcée

Le contrat-groupe « mutuelle santé » s'adresse aux agents actifs, fonctionnaires ou agents contractuels de droit public/privé, aux retraités ainsi qu'à leurs ayant-droits.

La tarification est adaptée par tranche d'âge pour les actifs.

TARIFICATION SANTE, PAR TRANCHE D'AGE				
Montant des cotisations TTC par personne				
		Niveau 1 Formule de base	Niveau 2 Formule confort	Niveau 3 Formule renforcée
Actif	Moins de 30 ans	33,99 €	42,12 €	51,37 €
	De 30 à 39 ans	36,01 €	44,64 €	57,64 €
	De 40 à 49 ans	44,85 €	55,54 €	71,75 €
	De 50 à 59 ans	58,02 €	71,89 €	92,89 €
	60 ans et +	73,13 €	94,38 €	114,52 €
Retraité (par adulte)		83,84 €	108,58 €	131,92 €
Enfant (gratuité à compter du 3 <sup>ème</sup> enfant)		20,43 €	25,21 €	32,44 €

Il revient à chaque agent de décider d'adhérer ou non, à titre individuel, aux garanties auxquelles il souhaite souscrire.

Les montants de cotisation indiqués sont maintenus pour 2023 et 2024 puis, en cas de majoration éventuelle, l'augmentation du montant de cotisation est plafonnée à 5% par an.

#### Participation financière de l'employeur

L'adhésion à la convention de participation proposée par le Centre de gestion est conditionnée au versement d'une participation financière versée aux agents ayant souscrit un contrat avec la MNT.

Le montant alloué peut être soit identique pour l'ensemble des agents, soit modulée dans un but d'intérêt social en prenant en compte le revenu ou la situation familiale de l'agent.

L'aide financière mensuelle est à ce jour libre (minimum 1 euro), puis deviendra obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 sur la base d'un montant minimum de référence fixé par décret (à hauteur de 15€/mois/agent).

#### **Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :**

- d'adhérer à la convention de participation pour le risque « Santé » conclue entre le Centre de gestion de l'Orne et la MNT-MGEN, à compter du 01/09/2023
- d'accorder sa participation financière aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé de la collectivité, en activité, ayant adhéré au contrat attaché à la convention de participation portant sur le risque « Santé ».
- de fixer le niveau de participation financière de la collectivité à hauteur de :
  - 15 euros par agent et par mois
  - 10 euros pour le conjoint
  - 7 euros pour le premier enfant
  - 4 euros pour le deuxième enfant
- pour chaque agent qui aura adhéré au contrat découlant de la convention de participation et de la convention d'adhésion (15 € minimum par mois par agent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026).
- d'autoriser Mme Radenac, Maire, à signer la convention d'adhésion à la convention de participation et tout acte en découlant.
- Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2023.

**ADOPTÉ :** à l'unanimité des membres présents

Christelle RADENAC,  
Maire

Sandrine SIMON  
Secrétaire de séance

Transmis à la Préfecture le :



Accusé de réception en préfecture  
061-200053965-20230629-D2023-059-DE  
Date de télétransmission : 25/07/2023  
Date de réception préfecture : 25/07/2023

**Délibération du Conseil Municipal N° 2023-059 BIS**

En exercice : 22

Présents et représentés : 22

Absents excusés : 7

Absent : 0

Date de la convocation : 24 juin 2023

L'an deux mil vingt-trois, et le vingt-neuf juin à vingt heure, le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à Sablons sur Huisne, sous la présidence de : Madame RADENAC

Présents : M. Mmes Radenac, Bermond, Chartier, Chavigny, Chevalier, Denis, Fetiveau, Girard-Praet, Mesnil, Rigot, Sénéchal, Simon, Vannier, Vassard

Absents représentés : Mme Bertu pouvoir à Mme Radenac, Mme David pouvoir à M. Chartier, Mme Céréjo pouvoir à Mme Chavigny, M. Joubert pouvoir à Mme Simon, M. Lefrançois pouvoir à M. Mesnil, Mme Rousseau pouvoir à M. Sénéchal, Mme De Caffarelli pouvoir à Mme Vannier.

Absent : néant

Secrétaire de séance : Sandrine SIMON

**Objet : Adhésion contrat groupe MNT – Mutuelle Prévoyance Maintien de salaire**

**Le Maire rappelle à l'assemblée :**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des assurances, de la mutualité et de la sécurité sociale,

Vu le code général de la fonction publique, notamment les articles L.827-1 à L.827-11,

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents,

Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de PSC et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement

Vu la délibération du Centre de gestion n°2022/35 en date du 28 septembre 2022 portant choix des prestataires retenus pour la conclusion des conventions de participation pour les risques « santé » et « prévoyance »,

Vu la convention de participation signée entre le Centre de gestion 61 et la MNT-MGEN,

En attente de l'avis du comité social territorial

*Conformément aux dispositions des articles L.827-7 et L.827-8 du code général de la fonction publique, les Conseils d'Administration des Centres de Gestion de la FPT des départements du Calvados (14), de l'Orne (61) et de la Seine-Maritime (76) ont décidé de s'associer pour mettre en place des conventions de participation mutualisées dans le domaine de la protection sociale complémentaire, pour les agents des collectivités affiliées et non affiliées du ressort de chaque Centre de Gestion, à compter du 1er janvier 2023, pour une durée de 6 ans.*

*A l'issue de la procédure de consultation, le CDG de l'Orne a souscrit une convention de participation pour le risque « Prévoyance » auprès de la Mutuelle Nationale Territoriale (MNT) pour une durée de six (6) ans. Cette convention prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2023, pour se terminer le 31 décembre 2028.*

*Les collectivités territoriales et établissements publics peuvent désormais adhérer à la convention de participation sur délibération de leur assemblée délibérante, après consultation de leur Comité Social Territorial.*

**Caractéristiques contrat-groupe « prévoyance – maintien de rémunération »**

Deux formules de garanties sont proposées, à savoir :

- ✓ *La formule 1 (choix possible uniquement pour les années 2023 et 2024 – formule 2 obligatoire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025) comprenant la seule garantie « incapacité de travail » à hauteur de 90% du traitement indiciaire net (TIN) à adhésion obligatoire, les autres garanties restant à adhésion facultative des agents.*

- ✓ La formule 2 (choix possible dès le 1<sup>er</sup> janvier 2023) comprenant l'ensemble des garanties minimales qui deviendront obligatoires à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, à savoir :
- la garantie « incapacité de travail » à hauteur de 90% du TIN,
  - la garantie « Invalidité » à hauteur de 90% du TIN,
  - la garantie « Décès » capital à hauteur de 25% du traitement brut annuel,
  - la garantie « Maintien du régime indemnitaire » à hauteur de 50% du RIN pendant la période de demi-traitement.

Le choix de la formule de garanties est du ressort de chaque collectivité au moment de son adhésion à la convention de participation pour le risque « prévoyance ».

Toutefois, au 1<sup>er</sup> janvier 2025, date de l'obligation légale de participation financière aux garanties minimales définies par l'Ordonnance du 17 janvier 2021, les garanties de la formule 2 seront de plein droit applicable à l'ensemble des adhérents.

Les taux de cotisation proposés sont maintenus les deux premières années puis, en cas de majoration éventuelle, l'augmentation est plafonnée à 5% par an.

Il revient à chaque agent de décider d'adhérer à titre individuel au contrat-groupe « prévoyance » sans questionnaire médical et sans délai de stage s'il adhère dans les 12 mois suivant l'adhésion de l'employeur ou suivant son recrutement. A l'issue de cette période, un délai de stage de 6 mois est applicable.

### Participation financière de l'employeur

L'adhésion à la convention de participation proposée par le Centre de gestion est conditionnée au versement d'une participation financière versée aux agents ayant souscrit un contrat avec la MNT.

Le montant alloué peut être soit identique pour l'ensemble des agents, soit modulée dans un but d'intérêt social en prenant en compte le revenu de l'agent.

L'aide financière mensuelle est à ce jour libre (minimum 1 euro), puis deviendra obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 sur la base d'un montant minimum de référence fixé par décret à hauteur de 7€/mois/agent.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :**

- **d'adhérer à la convention de participation pour le risque « Prévoyance » conclue entre le Centre de gestion de l'Orne et la MNT-MGEN, à compter du 01/09/2023**
- **de sélectionner**
  - **directement la formule 2**
- **d'accorder sa participation financière** aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé de la collectivité en activité ayant adhéré au contrat attaché à la convention de participation portant **sur le risque « Prévoyance »**.
- de fixer le niveau de participation financière de la collectivité à hauteur de **10 € par agent et par mois** pour chaque agent qui aura adhéré au contrat découlant de la convention de participation et de la convention d'adhésion (7€ minimum par mois par agent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025).
- d'autoriser Mme Radenac, Maire, à signer la convention d'adhésion à la convention de participation et tout acte en découlant.
- Les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2023.

**ADOPTÉ :** à l'unanimité des membres présents

Christelle RADENAC,  
Maire



Sandrine SIMON  
Secrétaire de séance

Transmis à la Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture  
061-200053965-20230629-D2023-059BIS-DE  
Date de télétransmission : 25/07/2023  
Date de réception préfecture : 25/07/2023

**Délibération du Conseil Municipal N° 2023-060**

En exercice : 22

Présents et représentés : 22

Absents excusés : 7

Absent : 0

Date de la convocation : 24 juin 2023

L'an deux mil vingt-trois, et le vingt-neuf juin à vingt heure, le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à Sablons sur Huisne, sous la présidence de : Madame RADENAC

Présents : M. Mmes Radenac, Bermond, Chartier, Chavigny, Chevalier, Denis, Fetiveau, Girard-Praet, Mesnil, Rigot, Sénéchal, Simon, Vannier, Vassard

Absents représentés : Mme Bertu pouvoir à Mme Radenac, Mme David pouvoir à M. Chartier, Mme Céréjo pouvoir à Mme Chavigny, M. Joubert pouvoir à Mme Simon, M. Lefrançois pouvoir à M. Mesnil, Mme Rousseau pouvoir à M. Sénéchal, Mme De Caffarelli pouvoir à Mme Vannier.

Absent : néant

Secrétaire de séance : Sandrine SIMON

**Objet : Création d'un poste suite à inscription sur liste d'aptitude**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique et notamment les articles L332 et L422-28

Vu le décret 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir des emplois permanents de la fonction publique territoriale ouverts aux agents contractuels,

Vu le budget de la collectivité,

Vu le tableau des effectifs existant,

Considérant, qu'il convient de créer un emploi permanent pour satisfaire au besoin de secrétaire général de mairie, que celui-ci peut être assuré par un agent du cadre d'emploi des attachés territoriaux.

**DECIDE**, après en avoir délibéré,

**Article 1 : création et définition de la nature du poste.**

Il est créé un poste d'attaché territorial, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023, dans le cadre d'emplois des attachés territoriaux, catégorie A, accessible selon les conditions de qualification définies par le statut, pour exercer les fonctions de :

- **Secrétaire général de mairie d'une commune de plus de 2000 habitants**

*Le cas échéant* : Après le délai légal de parution de la vacance d'emploi pour une durée qui ne peut être inférieure à un mois, sauf cas d'urgence, L'emploi peut également être pourvu par un agent contractuel sur le fondement :

- de l' **Article L332-14** : Pour les besoins de continuité du service, pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

Ces contrats à durée déterminée ne peuvent être conclus qu'après communication sur la vacance d'emploi et ne peuvent excéder un an, prolongeable dans la limite totale de deux ans, si la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'a pu aboutir.

Ou sur le fondement des articles L332-8 du code général de la fonction publique :

- **Article L332-8 1<sup>o</sup>** Lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes ;
- **Article L332-8 2<sup>o</sup>** Pour les emplois de catégorie A ou B ou C, lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

*Le cas échéant* : L'agent recruté par contrat exercera les fonctions définies précédemment. Son niveau de recrutement et de rémunération seront définis en référence au grade d'attaché territorial, échelon 1.

**Article 2 : temps de travail.**

L'emploi créé est à temps complet pour une durée de 35 heures.

**Article 3 : crédits.**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la collectivité.

**Article 4 : tableau des effectifs.**

Le tableau des effectifs de la collectivité est modifié en ce sens.

**Article 5 : exécution.**

Le conseil municipal adopte à 20 voix favorables – 2 abstentions (Mme Vannier avec un pouvoir).

Madame le maire est chargé de signer tous les documents relatifs à ce dossier et de procéder au recrutement.

Christelle RADENAC,

Maire

Sandrine SIMON

Secrétaire de séance



Accusé de réception en préfecture  
061-210053965-20230629-D2023-060-DE  
Date de télétransmission : 25/07/2023  
Date de réception préfecture : 25/07/2023

**Délibération du Conseil Municipal N° 2023-061**

En exercice : 22

Présents et représentés : 22

Absents excusés : 7

Absent : 0

Date de la convocation : 24 juin 2023

L'an deux mil vingt-trois, et le vingt-neuf juin à vingt heure, le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à Sablons sur Huisne, sous la présidence de : Madame RADENAC

Présents : M. Mmes Radenac, Bermond, Chartier, Chavigny, Chevalier, Denis, Fetiveau, Girard-Praet, Mesnil, Rigot, Sénéchal, Simon, Vannier, Vassard

Absents représentés : Mme Bertu pouvoir à Mme Radenac, Mme David pouvoir à M. Chartier, Mme Céréjo pouvoir à Mme Chavigny, M. Joubert pouvoir à Mme Simon, M. Lefrançois pouvoir à M. Mesnil, Mme Rousseau pouvoir à M. Sénéchal, Mme De Caffarelli pouvoir à Mme Vannier.

Absent : néant

Secrétaire de séance : Sandrine SIMON

**Objet : Renouvellement des contrats du personnel à l'école de musique**

Mme le Maire laisse la parole à M. Mesnil, adjoint en charge des ressources humaines.

M. Mesnil indique que le directeur de l'école de musique reçoit de nombreuses demandes d'inscriptions à l'école de musique.

Il propose de définir trois axes pour répondre aux demandes d'inscriptions :

- 1) Priorité aux habitants de Sablons
- 2) Inscriptions par ordre d'arrivée des demandes
- 3) Augmentation du nombre d'élèves maîtrisée et progressive

Les demandes portent essentiellement sur l'enseignement du piano.

M. Mesnil propose :

- une augmentation de 5 heures de cours de piano,
- une augmentation de 3 heures de chant vocal individuel
- une augmentation de 2 heures pour divers instruments

Pour satisfaire ces augmentations d'heures, M. Mesnil propose :

- D'augmenter le temps de travail de notre contractuelle (professeur de chant) de 8 heures par semaine afin de prendre en charge les cours de piano et de chant vocal individuel
- D'augmenter le temps de travail de notre contractuelle (assistant d'enseignement de la pratique musicale) de 2 heures pour les cours des différents instruments.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant statut de la Fonction Publique Territoriale et notamment l'article 34,

Vu le décret 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir des emplois permanents de la fonction publique territoriale ouverts aux agents contractuels,

Vu le budget de la collectivité (ou de l'établissement),

Vu le tableau des effectifs existant,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

**Article 1 : Création de postes**

Décide de **créer deux postes** d'assistant d'enseignement artistique principal 2<sup>ème</sup> classe, à compter du 1er juillet 2023, dans le cadre d'emplois des assistants d'enseignements artistiques principal 2<sup>ème</sup> classe, accessible selon les conditions de qualification définies par le statut, pour exercer les fonctions de :

- Enseignant de la discipline : chant (dont Chorale), piano et initiation musicale auprès du jeune public (intervention dans les écoles)
- Enseignant de la pratique musicale : saxophone, clarinette, flûte traversière et percussions.

*Le cas échéant* : Après le délai légal de parution des vacances d'emploi pour une durée qui ne peut être inférieure à un mois, sauf cas d'urgence, l'emploi peut également être pourvu par un agent contractuel sur le fondement :

- 3-3 2° Pour les emplois de catégorie A ou B ou C, lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

*Le cas échéant* : L'agent recruté par contrat exercera les fonctions définies précédemment. Son niveau de recrutement et de rémunération seront définis en référence au grade d'assistant d'enseignement artistique principal 2<sup>ème</sup> classe, échelon 1).

**Article 2 : temps de travail.**

Les emplois créés sont à temps non complet, **en fonction des inscriptions à l'école de musique**, prévues début septembre pour :

- Une durée comprise entre 6 /20<sup>ème</sup> et 14/20<sup>ème</sup> maximum pour le poste d'enseignement de chant et piano.
- Une durée comprise entre 12/20<sup>ème</sup> et 14/20<sup>ème</sup> maximum pour le poste d'enseignement de la pratique musicale

Ces contrats relèvent du statut des assistants d'enseignements artistiques.

**Article 3 : crédits.**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la collectivité de Sablons sur Huisne.

**Article 4 : tableau des effectifs.**

Le tableau des effectifs de la collectivité est modifié en ce sens.

**Article 5 : exécution.**

Madame le Maire est chargée de signer tous les documents nécessaires à ces dossiers et de procéder aux recrutements.

Christelle RADENAC,  
Maire



Sandrine SIMON  
Secrétaire de séance

Transmis à la Préfecture le :

Département de l'Orne – Arrondissement de Mortagne au Perche  
**Commune de Sablons sur Huisne**  
Extrait du registre des délibérations

**Délibération du Conseil Municipal N° 2023-062**

En exercice : 22

Présents et représentés : 22

Absents excusés : 7

Absent : 0

Date de la convocation : 24 juin 2023

L'an deux mil vingt-trois, et le vingt-neuf juin à vingt heure, le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à Sablons sur Huisne, sous la présidence de : Madame RADENAC

Présents : M. Mmes Radenac, Bermond, Chartier, Chavigny, Chevalier, Denis, Fetiveau, Girard-Praet, Mesnil, Rigot, Sénéchal, Simon, Vannier, Vassard

Absents représentés : Mme Bertu pouvoir à Mme Radenac, Mme David pouvoir à M. Chartier, Mme Céréjo pouvoir à Mme Chavigny, M. Joubert pouvoir à Mme Simon, M. Lefrançois pouvoir à M. Mesnil, Mme Rousseau pouvoir à M. Sénéchal, Mme De Caffarelli pouvoir à Mme Vannier.

Absent : néant

Secrétaire de séance : Sandrine SIMON

**Objet : Prise de décision concernant la mise en vente du logement 1 rue des croissants**

Mme le Maire rappelle que le logement situé au 1, rue des croissants à Coulonges est libre. De nombreux travaux sont à prévoir (environ 100 000 euros).

Mme le Maire propose, compte tenu de la contrainte d'effectuer des travaux d'isolation pour tous les logements anciens, de vendre ce logement.

L'estimatif est de 70 000 à 75 000 euros.

Après en avoir délibéré,  
Le conseil municipal,  
A l'unanimité

Décide de vendre ce logement au prix de 80.000 euros. Le bien sera confié aux deux agences qui ont effectué les estimations.

Charge Mme le Maire de solliciter l'estimation auprès du service des domaines.

Christelle RADENAC,  
Maire



Sandrine SIMON  
Secrétaire de séance

Transmis à la Préfecture le :

Département de l'Orne – Arrondissement de Mortagne au Perche  
**Commune de Sablons sur Huisne**  
Extrait du registre des délibérations

**Délibération du Conseil Municipal N° 2023-063**

En exercice : 22  
Présents et représentés : 22  
Absents excusés : 7  
Absent : 0  
Date de la convocation : 24 juin 2023

L'an deux mil vingt-trois, et le vingt-neuf juin à vingt heure, le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à Sablons sur Huisne, sous la présidence de : Madame RADENAC

Présents : M. Mmes Radenac, Bermond, Chartier, Chavigny, Chevalier, Denis, Fetiveau, Girard-Praet, Mesnil, Rigot, Sénéchal, Simon, Vannier, Vassard

Absents représentés : Mme Bertu pouvoir à Mme Radenac, Mme David pouvoir à M. Chartier, Mme Céréjo pouvoir à Mme Chavigny, M. Joubert pouvoir à Mme Simon, M. Lefrançois pouvoir à M. Mesnil, Mme Rousseau pouvoir à M. Sénéchal, Mme De Caffarelli pouvoir à Mme Vannier.

Absent : néant

Secrétaire de séance : Sandrine SIMON

**Objet : Etude devis remplacement du parquet à la salle des fêtes Paul Pelleray**

Mme le Maire indique que deux devis ont été demandés à des artisans pour le remplacement du parquet à la salle des fêtes Paul Pelleray à Condé.

Entreprise MOI de St Pierre la Bruyère : 27 261 € HT soit 32 713.20 € TTC  
Entreprise ALEXANDRE de Sablons sur Huisne : 27 693.12 € HT soit 33 231.74 € TTC

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, avec 17 voix pour, 1 voix contre (Mme Praet), 4 Absentions (M. Vassard, M. Denis, M. Mesnil avec un pouvoir).

Accepte le devis de l'entreprise Alexandre pour un montant de 33 231.74 € TTC.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2023, opération 151, article 21318.

Charge Mme le Maire de signer le devis et toutes les pièces nécessaires à ces travaux.

Christelle RADENAC,  
Maire



Sandrine SIMON  
Secrétaire de séance

A handwritten signature in blue ink, corresponding to Sandrine Simon, the secretary of the meeting.

Transmis à la Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture  
061-200053965-20230629-D2023-063-DE  
Date de télétransmission : 25/07/2023  
Date de réception préfecture : 25/07/2023

Département de l'Orne – Arrondissement de Mortagne au Perche  
**Commune de Sablons sur Huisne**  
Extrait du registre des délibérations

**Délibération du Conseil Municipal N° 2023-064**

En exercice : 22

Présents et représentés : 22

Absents excusés : 7

Absent : 0

Date de la convocation : 24 juin 2023

L'an deux mil vingt-trois, et le vingt-neuf juin à vingt heure, le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à Sablons sur Huisne, sous la présidence de : Madame RADENAC

Présents : M. Mmes Radenac, Bermond, Chartier, Chavigny, Chevalier, Denis, Fetiveau, Girard-Praet, Mesnil, Rigot, Sénéchal, Simon, Vannier, Vassard

Absents représentés : Mme Bertu pouvoir à Mme Radenac, Mme David pouvoir à M. Chartier, Mme Céréjo pouvoir à Mme Chavigny, M. Joubert pouvoir à Mme Simon, M. Lefrançois pouvoir à M. Mesnil, Mme Rousseau pouvoir à M. Sénéchal, Mme De Caffarelli pouvoir à Mme Vannier.

Absent : néant

Secrétaire de séance : Sandrine SIMON

**Objet : Etude devis SA2E pour mise à jour du SIG suite aux travaux d'assainissement**

Mme le Maire indique que suite aux travaux de construction de la nouvelle station d'épuration et de la modification des réseaux, il y a lieu de mettre à jour le SIG (Système d'Information Géographique). Il s'agit d'un outil pour maîtriser la connaissance du patrimoine.

La société SA2E a présenté un devis d'un montant de 1 750 € HT soit 2 100 euros TTC.

Après en avoir délibéré,  
Le conseil municipal,  
A l'unanimité,

Valide le devis de la société SA2E pour un montant de 2100 euros TTC.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget assainissement.

Charge Mme le Maire de signer le devis et toutes les pièces nécessaires à cette mise à jour.

Christelle RADENAC,  
Maire

Sandrine SIMON  
Secrétaire de séance



Transmis à la Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture  
061-200053965-20230629-D2023-064-DE  
Date de télétransmission : 25/07/2023  
Date de réception préfecture : 25/07/2023

Département de l'Orne – Arrondissement de Mortagne au Perche  
**Commune de Sablons sur Huisne**  
Extrait du registre des délibérations

**Délibération du Conseil Municipal N° 2023-065**

En exercice : 22  
Présents et représentés : 22  
Absents excusés : 7  
Absent : 0  
Date de la convocation : 24 juin 2023

L'an deux mil vingt-trois, et le vingt-neuf juin à vingt heure, le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à Sablons sur Huisne, sous la présidence de : Madame RADENAC

Présents : M. Mmes Radenac, Bermond, Chartier, Chavigny, Chevalier, Denis, Fetiveau, Girard-Praet, Mesnil, Rigot, Sénéchal, Simon, Vannier, Vassard

Absents représentés : Mme Bertu pouvoir à Mme Radenac, Mme David pouvoir à M. Chartier, Mme Céréjo pouvoir à Mme Chavigny, M. Joubert pouvoir à Mme Simon, M. Lefrançois pouvoir à M. Mesnil, Mme Rousseau pouvoir à M. Sénéchal, Mme De Caffarelli pouvoir à Mme Vannier.

Absent : néant

Secrétaire de séance : Sandrine SIMON

**Objet : Etude devis pour le changement des stores intérieurs salle Condé Confluence**

Mme le Maire indique que les rideaux intérieurs, côté prairie, de la salle Confluence installés à l'origine des travaux de la salle se bloquent systématiquement lors des manipulations.

Un devis a été demandé à la société SPBM qui les a installés.

Le devis s'élève à 13 600 € HT soit 16 320 € TTC.

Après en avoir délibéré,  
Le conseil municipal,  
A l'unanimité

Valide le devis de la société SPBM pour 16 320 € TTC.

Il y a lieu de prévoir une décision modificative comme suit :  
+ 17 000 euros à l'opération 115  
- 17 000 euros à l'opération 148 maison de la santé.

Charge Mme le Maire de signer toutes les pièces nécessaires à ces travaux et d'effectuer la décision modificative.

Christelle RADENAC,  
Maire



Sandrine SIMON  
Secrétaire de séance

Transmis à la Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture  
061-200053965-20230629-D2023-065-DE  
Date de télétransmission : 25/07/2023  
Date de réception préfecture : 25/07/2023

Département de l'Orne – Arrondissement de Mortagne au Perche  
**Commune de Sablons sur Huisne**  
Extrait du registre des délibérations

**Délibération du Conseil Municipal N° 2023-066**

En exercice : 22

Présents et représentés : 22

Absents excusés : 7

Absent : 0

Date de la convocation : 24 juin 2023

L'an deux mil vingt-trois, et le vingt-neuf juin à vingt heure, le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à Sablons sur Huisne, sous la présidence de : Madame RADENAC

Présents : M. Mmes Radenac, Bermond, Chartier, Chavigny, Chevalier, Denis, Fetiveau, Girard-Praet, Mesnil, Rigot, Sénéchal, Simon, Vannier, Vassard

Absents représentés : Mme Bertu pouvoir à Mme Radenac, Mme David pouvoir à M. Chartier, Mme Céréjo pouvoir à Mme Chavigny, M. Joubert pouvoir à Mme Simon, M. Lefrançois pouvoir à M. Mesnil, Mme Rousseau pouvoir à M. Sénéchal, Mme De Caffarelli pouvoir à Mme Vannier.

Absent : néant

Secrétaire de séance : Sandrine SIMON

**Objet : Actualisation convention Melrose Cabaret pour l'occupation de la salle Confluence**

Mme le Maire rappelle les délibérations des 02 septembre 2022 et 13 janvier 2023 concernant la convention avec le Melrose Cabaret pour l'occupation de la salle Confluence.

Il avait été convenu dans la délibération du 13 janvier que le loyer serait établi à raison de 200 euros par séance pour la période du 15 janvier au 30 juin 2023.

Mme le Maire propose à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2023 d'appliquer les conditions de la convention avant incendie soit 1500 euros par mois, en accord avec le gérant du Melrose Cabaret, contacté en amont.

Les autres articles de la convention restent inchangés.

Après en avoir délibéré,  
Le conseil municipal,  
A l'unanimité

Décide de fixer le loyer mensuel d'occupation de la salle Confluence par la société Melrose Cabaret à 1500 euros.  
Charge Mme le Maire de modifier et signer la convention en ce sens.

Christelle RADENAC,  
Maire



Sandrine SIMON  
Secrétaire de séance

Transmis à la Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture  
061-200053965-20230629-2023-066-DE  
Date de télétransmission : 25/07/2023  
Date de réception préfecture : 25/07/2023

Département de l'Orne – Arrondissement de Mortagne au Perche  
**Commune de Sablons sur Huisne**  
Extrait du registre des délibérations

**Délibération du Conseil Municipal N° 2023-067**

En exercice : 22

Présents et représentés : 22

Absents excusés : 7

Absent : 0

Date de la convocation : 24 juin 2023

L'an deux mil vingt-trois, et le vingt-neuf juin à vingt heure, le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à Sablons sur Huisne, sous la présidence de : Madame RADENAC

Présents : M. Mmes Radenac, Bermond, Chartier, Chavigny, Chevalier, Denis, Fetiveau, Girard-Praet, Mesnil, Rigot, Sénéchal, Simon, Vannier, Vassard

Absents représentés : Mme Bertu pouvoir à Mme Radenac, Mme David pouvoir à M. Chartier, Mme Céréjo pouvoir à Mme Chavigny, M. Joubert pouvoir à Mme Simon, M. Lefrançois pouvoir à M. Mesnil, Mme Rousseau pouvoir à M. Sénéchal, Mme De Caffarelli pouvoir à Mme Vannier.

Absent : néant

Secrétaire de séance : Sandrine SIMON

**Objet : Prise de décision concernant l'indemnisation suite à l'incendie de la salle Confluence**

Mme le Maire rappelle les faits : la salle Confluence a subi un incendie dans la nuit du 14 au 15 février 2019 détruisant ainsi la cuisine et la régie.

Un expert judiciaire a été nommé par le tribunal administratif afin de déterminer l'origine de l'incendie.

Cet expert a établi un rapport qui conclut à un départ de feu au niveau du plénum (zone entre le plafond de la cuisine et le plancher de la régie). Un câble électrique a été mis en cause, l'origine de l'incendie est donc d'ordre électrique mettant en cause les sociétés SPIE INDUSTRIE qui a réalisé les travaux en 2011/2012 et SPIE FACILITIES qui a réalisé le dernier contrôle.

Le tribunal a proposé une médiation concernant cette affaire. Sur les conseils de Groupama et de Maître Vermont, la commune a accepté cette médiation. Cette dernière a eu lieu à Mont Saint Aignan le 06 juin 2023.

La société SPIE Industrie directement concernée par le sinistre conteste le contenu du rapport de l'expert judiciaire et souhaite faire annuler ce dernier.

La société GENERALI, assureur de SPIE INDUSTRIE, refuse de prendre en charge la totalité de l'indemnisation. Lors de cette médiation, SPIE Industrie et son assureur ont proposé que la commune prenne à sa charge 230 000 euros.

Mme le Maire indique au conseil municipal que le coût des travaux a été estimé par l'expert judiciaire à 1 539 276 € TTC or, le coût réel des travaux est de 1 321 336.96 € TTC. La commune a eu une bonne gestion de l'enveloppe travaux.

Considérant que :

- Les conclusions de l'expert judiciaire sont sans équivoque
- Ce sinistre incendie a eu lieu dans le cadre de la garantie décennale
- La commune a eu une bonne gestion de l'enveloppe travaux (moins 217 940 euros)
- La commune a aidé financièrement le Melrose Cabaret lors de sa reprise d'activité

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

**Décide de mettre fin au processus de médiation et de maintenir l'intégralité du recours à l'encontre de la société GENERALI, assureur de Spie Industrie.**

Charge Mme le Maire de transmettre cette décision à Maître Vermont, avocat de la Commune.

Christelle RADENAC,  
Maire

Sandrine SIMON  
Secrétaire de séance



Transmis à la Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture  
061-200053965-20230629-D2023-067-DE  
Date de télétransmission : 25/07/2023  
Date de réception préfecture : 25/07/2023

**Délibération du Conseil Municipal N° 2023-068**

En exercice : 22

Présents et représentés : 22

Absents excusés : 7

Absent : 0

Date de la convocation : 24 juin 2023

L'an deux mil vingt-trois, et le vingt neuf juin à vingt heure, le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à Sablons sur Huisne, sous la présidence de : Madame RADENAC

Présents : M. Mmes Radenac, Bermond, Chartier, Chavigny, Chevalier, Denis, Fetiveau, Girard-Praet, Mesnil, Rigot, Sénéchal, Simon, Vannier, Vassard

Absents représentés : Mme Bertu pouvoir à Mme Radenac, Mme David pouvoir à M. Chartier, Mme Céréjo pouvoir à Mme Chavigny, M. Joubert pouvoir à Mme Simon, M. Lefrançois pouvoir à M. Mesnil, Mme Rousseau pouvoir à M. Sénéchal, Mme De Caffarelli pouvoir à Mme Vannier.

Absent : néant

Secrétaire de séance : Sandrine SIMON

**Objet : Fonds de commerce supérette Proxi**

Mme le Maire indique que la supérette Proxi est placée, depuis le 19 juin en liquidation judiciaire.

Elle a contacté, Maître Lemée liquidateur qui lui a indiqué que l'estimation du fonds de commerce est de 25.000 euros.

Mme le Maire propose que la commune se porte acquéreur de ce fonds de commerce.

Elle précise que la commune est déjà propriétaire des murs.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

Décide de se porter acquéreur du fonds de commerce de la supérette à hauteur de 25000 euros.

Charge Mme le Maire d'en informer le liquidateur et de signer toutes les pièces nécessaires à cette affaire.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2023, opération 154.

Christelle RADENAC,  
Maire



Sandrine SIMON  
Secrétaire de séance

Transmis à la Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture  
061-200053965-20230629-D2023-068-DE  
Date de télétransmission : 30/06/2023  
Date de réception préfecture : 30/06/2023

# REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 29 juin 2023

Date de convocation : 24 juin 2023

L'an deux mil vingt trois, le vingt neuf juin à 20 heures, le conseil municipal dûment convoqué par le maire, s'est réuni au lieu ordinaire de séance, sous la présidence de RADENAC CHRISTELLE, conformément à l'article L 2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de conseillers en exercice : 22

présents et représentés : 22

absents excusés..... : 0

absents..... : 0

Étaient présents :

RADENAC CHRISTELLE, BERMOND MARTINE, RIGOT VALERIE, CHARTIER JEAN-CHRISTOPHE, CHAVIGNY CATHERINE, CHEVALIER GUY, DENIS FRANCIS, FETIVEAU CHRISTIAN, GIRARD-PRAET MARIE, LEFRANCOIS ERIK, MARCHAND JOEL, MESNIL JEAN-YVES, SENECHAL CLAUDE, SIMON SANDRINE, VANNIER JOCELYNE, VASSARD LAURENT

Étaient représentés :

BERTU NATHALIE, ROUSSEAU MARIE-CLAIRE, CEREJO CELINE, DAVID SANDRINE, DE CAFFARELLI MARIE-ALIX, JOUBERT EMMANUEL

Étaient absents :

aucun

Secrétaire de séance : SIMON Sandrine

## Délibération n° 2023-069 : Décision Modificative n° 1 / 2023

Objet: Augmentation crédit Stores int Confluence

Vu le Budget Primitif 2023 adopté le 31/03/2023,

Considérant qu'il y a lieu de procéder à des virements de crédits,

le conseil municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE le Maire à procéder aux mouvements de crédits constituant la décision modificative n° 1 et détaillés dans le tableau ci-dessous.

Section	Chap	Compte	Dépenses	Recettes
Investissement	115	21318-115	17 000,00 €	
Investissement	148	2138-148	-17 000,00 €	

Adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits,  
à SABLONS SUR HUISNE, le 29 juin 2023.

le Maire,

Christelle RADENAC  
Maire  
Sablon sur Huisne

Le secrétaire de  
séance. Mme Simon



Accusé de réception en préfecture  
061-200053965-20230629-D2023-069-BF  
Date de télétransmission : 25/07/2023  
Date de réception préfecture : 25/07/2023